

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Juin 2009

La tempête s'éloigne-t-elle ?

Il appert maintenant que l'activité économique a été ébranlée dans tout le pays au dernier trimestre de 2008 et au début de cette année, entraînant une révision à la baisse généralisée de nos prévisions relatives à la croissance économique en 2009. La gravité de la récession mondiale et la lenteur extrême avec laquelle la crise financière se résorbe ont durement frappé les familles et les entreprises du Canada, manifestement traumatisées par un déluge de mauvaises nouvelles – fermetures d'usines, faillites, annulations de projets d'investissement, augmentation du chômage et sauvetage d'institutions financières et de constructeurs automobiles d'envergure mondiale.

Certains indices nous portent cependant à croire que la croissance économique reprendra au cours du deuxième semestre et se poursuivra pendant l'ensemble de 2010. En effet, de récentes données laissent entrevoir un ralentissement du rythme des pertes d'emplois et de la chute des PIB réels au Canada, permettant d'espérer que le pire de la récession est passé. Pour peu que les mêmes signes encourageants constatés aux États-Unis se confirment, l'amélioration de la conjoncture dans ce pays aura inévitablement une incidence positive sur la situation au Canada en suscitant une augmentation des exportations canadiennes et une hausse des prix des produits de base.

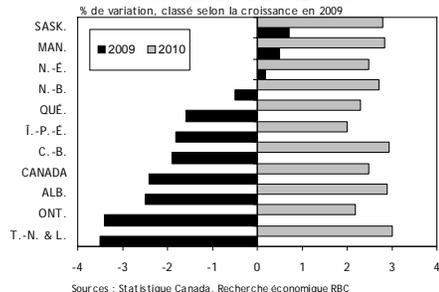
Un regain de vigueur des marchés des produits de base devrait inciter les entreprises canadiennes à reprendre leurs dépenses en immobilisations. À ces dépenses s'ajouteront d'importantes dépenses en infrastructures du secteur public. À l'exception de l'Alberta, qui a préféré ne pas reprendre ses programmes de dépenses, les derniers budgets comportaient presque tous d'importantes mesures destinées à stimuler les économies provinciales, principalement sous la forme de dépenses accrues pour les infrastructures publiques, mais aussi, dans certains cas, de réductions d'impôts ou d'autres incitatifs. L'ampleur de ces mesures pour le seul exercice budgétaire en cours va de 1,2 % du PIB en Colombie-Britannique à 3,1 % au Manitoba et à Terre-Neuve. Signalons toutefois qu'il est difficile de faire précisément la distinction entre les dépenses découlant de l'effet des mesures de relance et celles qui auraient été effectuées de toute façon.

Comme les mises en chantier commencent généralement avec un certain décalage – malgré un indéniable souci de lancer des projets rapidement exécutables – et durent ensuite des mois, voire des années, nous pensons que les plans de relance produiront surtout leurs effets en 2010 (ou plus tard) dans la majorité des provinces. En 2009, ils auront surtout l'avantage d'atténuer les éléments négatifs pesant sur les provinces.

Le prix à payer pour la prodigalité des pouvoirs publics est le retour des déficits budgétaires. Collectivement, les provinces enregistreront un déficit estimé à près de 29 milliards de dollars pour l'exercice en cours. Cette estimation tient compte de l'aide financière plus élevée que prévu qui sera accordée aux constructeurs automobiles en difficulté en Ontario. Seules les deux provinces les plus dynamiques économiquement, la Saskatchewan et le Manitoba, n'afficheront pas de déficit budgétaire. Même l'Alberta prévoit un premier déficit en 15 ans. Certes, il n'y a pas lieu de s'alarmer de voir revenir les déficits en période

Croissance du PIB réel

% de variation, classé selon la croissance en 2009



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

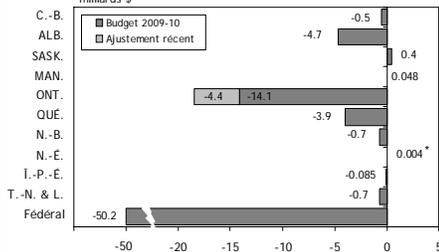
Dépenses de relance pour 2010 (G \$)

Dépenses de relance en % du PIB

Territoire	Dépenses de relance pour 2010 (G \$)	Dépenses de relance en % du PIB
Colombie-Britannique	2.4	1.2
Alberta	0.0	0.0
Saskatchewan	1.5	2.3
Manitoba	1.6	3.1
Ontario	12.7	2.2
Québec	8.1	2.7
Nouveau-Brunswick	0.66	2.4
Nouvelle-Écosse	s.o.	s.o.
Île-du-Prince-Édouard	0.13	2.8
Terre-Neuve-et-Labrador	0.98	3.1
Fédéral	22.7	1.4

Solde budgétaire par province (2009-2010)

milliards \$



Sources : Statistique Québec, Recherche économique RBC

* Estimation apparaissant dans le budget déchu

Paul Ferley

 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue

 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

de crise économique, mais il y aura un défi à relever lorsque l'économie sera rétablie puisqu'il faudra cesser la stimulation et rééquilibrer les budgets, ce qui est rarement facile. Cela signifie que les politiques budgétaires deviendront restrictives à moyen terme.

En raison de la faiblesse plus marquée des économies au début de l'année, nous avons revu à la baisse toutes nos prévisions relatives aux PIB réels des provinces en 2009. Parmi celles-ci, l'Ontario est durement touchée, dont le secteur de la fabrication de véhicules a ployé sous le poids des fermetures d'usines (temporaires ou permanentes) consécutives à l'effondrement des ventes d'automobiles en Amérique du Nord. Ces déboires ont eu des répercussions sur les industries manufacturières et autres de toute la province et ont miné la confiance.

Dans le cas de Terre-Neuve, nous tenons maintenant compte d'une incidence plus importante de la baisse de la production minérale et du très net ralentissement du débit des gisements de pétrole au large des côtes, parvenus à maturité. Nous avons aussi majoré le tribut que font payer à l'économie le repli des prix des matières premières depuis l'été dernier et le recul précipité de la construction résidentielle en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec (où l'industrie aéronautique a aussi commencé à éprouver des difficultés).

Néanmoins, trois provinces – la Saskatchewan, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse – devraient conserver un taux de croissance positif cette année, quoique très faible. Toutes trois continuent de bénéficier de facteurs de croissance (dépenses d'investissement pour l'essentiel) assez puissants pour compenser leurs faiblesses par ailleurs. Toutes les autres provinces devraient subir une contraction.

Au moment où la stimulation budgétaire produira tout son effet l'an prochain, l'économie des États-Unis devrait selon nous être en voie de rétablissement et les marchés des produits de base devraient se raffermir, ce qui préparerait le terrain pour une reprise généralisée au Canada.

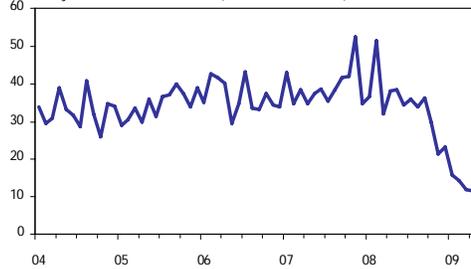
Difficultés économiques en Colombie-Britannique

Il était évident, au début de 2009, que l'économie de la Colombie-Britannique était aux prises avec une récession qui minait les fondations de la plupart de ses secteurs industriels. Depuis le milieu de 2008, le marasme s'est propagé bien au-delà de l'industrie des produits forestiers – une des toutes premières victimes, maintenant en pleine crise – pour frapper les secteurs de la fabrication, du bâtiment, des mines et même de services comme le transport et le commerce de détail. La vitesse à laquelle la conjoncture s'est détériorée a provoqué une légère contraction de l'activité économique (-0,3 %) dès l'an dernier, pour la première fois depuis 1982 et malgré une tenue respectable pendant tout le premier semestre. Devant la gravité de ce retournement, nous prévoyons maintenant que le PIB réel régressera de 1,9 % en 2009, donc un peu plus que le recul de 1,5 % projeté auparavant.

Comme il y a peu d'espoir que la construction de logements aux États-Unis se redresse vraiment avant longtemps, le secteur des produits forestiers de la Colombie-Britannique restera en mode de survie, toujours au détriment des exportations, de l'emploi et de l'investissement privé. L'activité minière sera handicapée par la réduction de production des producteurs de charbon en réaction à la baisse des prix, alors qu'ils avaient connu une excellente année en 2008 grâce à une vive demande et à des prix sans précédent.

Mises en chantier en C.-B.

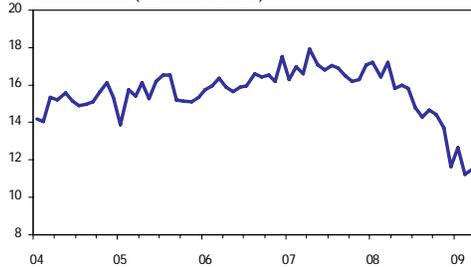
Moyennes désaisonnalisées (en milliers d'unités)



Sources : SCHL, Recherche économique RBC

Ventes de véhicules automobiles neufs en C.-B.

Désaisonnalisé (en milliers d'unités)



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

En dépit de certains signes encourageants, notamment une reprise du marché de la revente ce printemps, le secteur de l'habitation demeure très fragile. La construction résidentielle, mesurée par les mises en chantier, a touché un creux inégalé depuis neuf ans entre mars et mai, et ne devrait remonter la pente que modestement d'ici la fin de 2009, en partie parce qu'il devient plus facile d'accéder à la propriété. Les mises en chantier de logements devraient chuter de 57 % cette année et descendre à 14 700 unités, leur plus bas niveau depuis 2000.

Les consommateurs de la Colombie-Britannique, rendus craintifs par les nombreuses pertes d'emplois et par l'augmentation marquée du taux de chômage depuis septembre, ne seront pas en mesure de dépenser davantage avant la fin de l'année, lorsque les perspectives économiques s'amélioreront. Ils font depuis plusieurs mois preuve d'une grande réserve, évitant d'effectuer de gros achats (automobiles, meubles, accessoires ménagers) et de se lancer dans des rénovations. Il n'en fallait pas plus pour que les ventes au détail soient en nette régression.

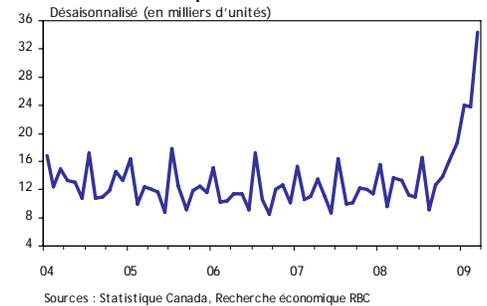
Pour réinsuffler de la vigueur à l'économie, les gouvernements fédéral et provincial ont ouvert les vannes budgétaires, et les dépenses consacrées aux infrastructures publiques devraient croître de 15 % dans la province au cours du présent exercice budgétaire, ce qui compensera en partie la faiblesse des autres secteurs. Ces dépenses prépareront aussi le retour de l'expansion globale l'an prochain et d'une reprise des marchés des produits de base, sans compter la contribution encore plus importante du tourisme vers février grâce aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010. Le PIB réel de la Colombie-Britannique devrait remonter et afficher une croissance de 2,9 % l'an prochain.

Alberta – L'investissement et la consommation en panne en 2009

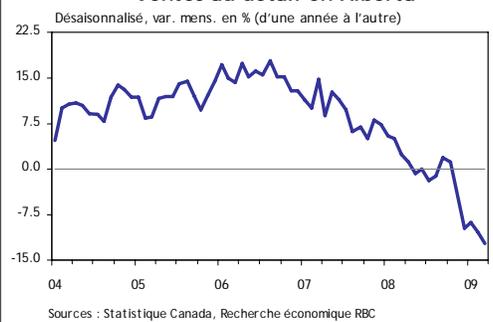
L'économie albertaine est en proie à un profond marasme qui fait chanceler son marché de l'emploi alors que celui-ci présentait tous les symptômes de surchauffe il n'y a pas si longtemps. Depuis l'automne dernier, la multiplication des licenciements a fait bondir le nombre de nouveaux inscrits à l'assurance emploi à 145 % au-dessus de ses niveaux d'un an plus tôt, un record parmi les provinces. En mai, le taux de chômage de la province atteignait 6,6 %, du jamais vu depuis octobre 1996, retirant à l'Alberta la position de province affichant le plus bas taux de chômage qu'elle occupait depuis le début de 2004. La récente publication des comptes provinciaux par Statistique Canada a révélé que le tassement de l'économie albertaine avait déjà entraîné son PIB réel à la baisse (-0,2 %) en 2008, un premier recul depuis 1986. Malheureusement, l'économie provinciale devrait encore se contracter en 2009, qui plus est à un rythme probablement plus rapide.

Depuis l'été dernier, la chute des prix de l'énergie pendant le deuxième semestre de 2008, la lourdeur des coûts de construction et le resserrement du crédit ont contrecarré plusieurs projets d'investissement et motivé une réduction considérable de certaines dépenses projetées. Dans le secteur clé des sables bitumineux, plus de la moitié des projets envisagés, qui totalisaient 130 milliards de dollars, étaient en suspens fin avril. Cette année, le budget du gouvernement albertain récemment déposé prévoit une amputation de moitié des investissements dans ce secteur par rapport à 2008. Cette perte d'investissements est toutefois déjà chose du passé, selon toutes probabilités, la hausse rapide des prix du pétrole ayant rehaussé la rentabilité des principaux projets (qui avaient, dernièrement, bénéficié également

Demande de prestations initiales d'assurance-emploi en Alberta



Ventes au détail en Alberta



d'une modération des coûts de construction) et suscité un intérêt renouvelé à l'égard des projets de construction.

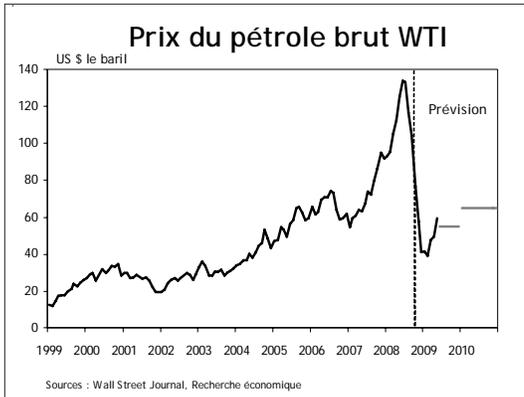
Les projets de mise en valeur dans le secteur du gaz naturel sont peu attrayants en raison de la faiblesse des prix du gaz naturel, et la construction de logements s'effondre : durant les cinq premiers mois de 2009, les mises en chantier sont tombées de 65 % par rapport à l'année précédente et toucheront un plancher non revu depuis treize ans sur l'ensemble de l'année. Les dépenses publiques, s'il en est, ne seront pas d'un grand secours, car le gouvernement de l'Alberta a choisi de ne pas poursuivre ses mesures de relance, et même de réduire ses dépenses en infrastructures en 2009-2010 tout en restreignant à moins de 2 %, en termes nominaux, la croissance de ses dépenses au titre des différents programmes d'État. Au cours des cinq derniers exercices, ces dépenses croissaient de plus de 11 % par an en moyenne. L'affaiblissement de l'investissement en Alberta nuira beaucoup à sa performance économique en 2009.

La situation sera empirée par une forte baisse des dépenses de consommation. Les ménages albertains se sont manifestement repliés sur eux-mêmes face à la récente dégradation du secteur énergétique et du marché du travail. Au premier trimestre, les ventes au détail ont diminué de plus de 10 % sur un an, surtout celles de véhicules automobiles neufs avec 29 % d'unités vendues en moins. À notre avis, la reprise progressive de la consommation dans la dernière partie de l'année ne suffira pas pour permettre à l'économie albertaine de dégager une croissance positive en 2009. Nous prévoyons que le PIB réel fléchira de 2,5 % en Alberta, qui n'avait pas vu telle contraction depuis 1982. L'an prochain, une activité accrue de construction suscitée par de nouveaux mégaprojets, alliée à une reprise du travail sur des projets actuellement en veilleuse – compte tenu du maintien prévu du prix du baril de pétrole à environ 65 \$ US –, permettra à l'économie provinciale de se redresser et au PIB réel de renouer avec un bon taux de croissance, à 2,9 %.

Saskatchewan – Raffermissement des prix des produits de base

L'économie de la Saskatchewan subissant les contrecoups des récessions américaine et mondiale, la croissance de son PIB devrait ralentir cette année à 0,7 %, contre 4,4 % en 2008. Toutefois, nous pensons que la province souffrira moins que les autres de la crise et qu'elle occupera encore le premier rang au Canada en 2009 au chapitre de la croissance économique. Seules deux autres provinces – le Manitoba et la Nouvelle-Écosse – enregistreront une augmentation de production cette année. Comme nous prévoyons que les États-Unis retrouveront le chemin de l'expansion au second semestre et y resteront en 2010, on peut s'attendre à une remontée de la demande des principaux produits exportés par la Saskatchewan, notamment la potasse, les céréales, l'uranium et le pétrole, avec une hausse concomitante des prix. Voilà qui devrait gonfler les recettes de la province, soutenir un fort niveau d'investissements de la part des entreprises, et ainsi stimuler la croissance de l'économie provinciale, dont le taux passera à 2,8 % en 2010.

À ce jour, la production minérale de la Saskatchewan atteste de la faiblesse de la demande de diverses matières premières. La production de potasse a piqué du nez au premier trimestre (-53 % par rapport à la même période en 2008), les grands producteurs restreignant l'offre pour protéger leurs prix exceptionnellement élevés face à une chute brutale de la consommation d'engrais par les agriculteurs du



monde entier. Les statistiques globales de l'emploi reflètent, elles aussi, un état de faiblesse, et le taux de chômage a gagné plus d'un point depuis novembre dernier, passant de 3,8 % alors à 4,9 % en mai. Cette aggravation du chômage s'est produite malgré une création d'emplois continue qui a été éclipsée par un accroissement encore plus rapide de la population active. Ce dernier phénomène, qui dure depuis deux ans, tient en grande partie à une migration interprovinciale nette positive, elle-même due à la vigueur de l'économie de la Saskatchewan.

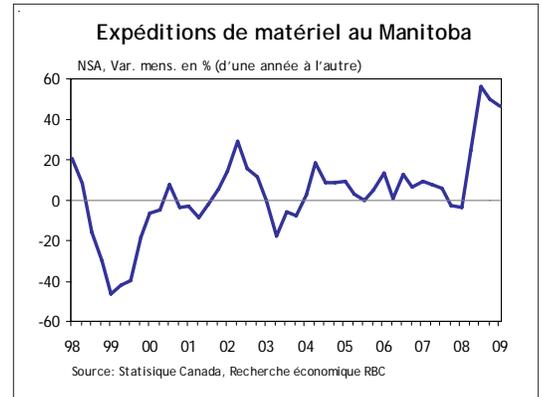
Une vive activité de construction dans le secteur non résidentiel – la société Mosaic, par exemple, est en bonne voie de dépenser plus de 3 milliards de dollars sur trois projets de potasse étalés sur les onze prochaines années – sera en plus soutenue par l'accélération des dépenses en infrastructures récemment annoncée par le gouvernement provincial. La tenue du secteur de la construction dans son ensemble ne sera toutefois pas si bonne, car on prévoit un refroidissement du marché de l'habitation cette année. Les prix résidentiels ayant déjà flambé et l'affaissement du marché de l'emploi ayant rendu moins facile l'accessibilité à la propriété, nous projetons que les mises en chantier de logements chuteront de moitié en 2009, à 3 300 unités contre 6 800 en 2008, avant de remonter modestement à 3 700 l'an prochain, grâce à l'amélioration générale de la conjoncture économique.

Manitoba – Une diversification sectorielle avantageuse

Le Manitoba n'a pas réussi à éviter la grave récession qui malmène ses grands partenaires commerciaux. Le ralentissement de la demande mondiale de métaux communs a causé la fermeture des grandes installations de production de métaux de première transformation. Ces fermetures ont eu des répercussions négatives sur le secteur de la fabrication et de l'emploi. Les livraisons manufacturières ont baissé de 4,9 %, en rythme annualisé, au premier trimestre. L'emploi suit une pente à la baisse depuis le début de l'année et le taux de chômage s'établit à 4,9 % en mai, comparativement à une moyenne de 4,1 % l'an dernier. La détérioration économique a toutefois été nettement moins accentuée que pour l'ensemble du Canada. À l'échelle du pays, les livraisons manufacturières ont chuté de 17 % (essentiellement à cause de la crise de l'automobile) et le taux de chômage est passé d'une moyenne de 6,2 % l'an dernier à 8,4 % en mai.

Si l'impact de la récession a été plus modéré, c'est parce que les secteurs d'activité autres que les métaux de première transformation de la province étaient plus vigoureux (la production de machines a augmenté et l'importante production d'autobus a considérablement amorti le recul du matériel de transport) et grâce à la vigueur du programme de dépenses en immobilisations. Ces facteurs n'empêcheront pas la croissance de ralentir fortement, à 0,5 % cette année comparativement à 2,4 % en 2008, mais la province se classera quand même au deuxième rang au chapitre de la croissance, juste derrière la Saskatchewan. Comme la croissance devrait redevenir positive aux États-Unis à partir de la deuxième moitié de l'année, le secteur de la fabrication – la production des métaux communs, en particulier – devrait reprendre et faire grimper le rythme du PIB réel de la province à 2,8 % en 2010.

L'économie de la province devrait également profiter des dépenses en infrastructure puisque le gouvernement du Manitoba a annoncé, dans son budget de 2009, un programme d'investissement de 1,6 milliard de dollars (y compris 135 millions de dollars provenant du programme d'infrastructure fédéral) dont la mise en œuvre commencera d'ici l'exercice 2010. Les dépenses seront essentiellement consacrées



aux routes, aux universités et aux établissements de soins de santé. La province investira également dans divers projets hydroélectriques. Par exemple, des travaux étalés sur les deux prochaines années commenceront sur le barrage Wuskwatim (600 millions de dollars) et des travaux devraient être entrepris sur le poste de conversion Riel (750 millions de dollars) l'an prochain.

L'agriculture devrait aussi profiter de la remontée des prix des céréales au cours de la période de prévision, car des problèmes d'approvisionnement se profilent à l'horizon dans le monde et la demande augmentera par la suite. Les dommages causés par les grandes inondations au printemps font cependant craindre pour les récoltes de cet automne.

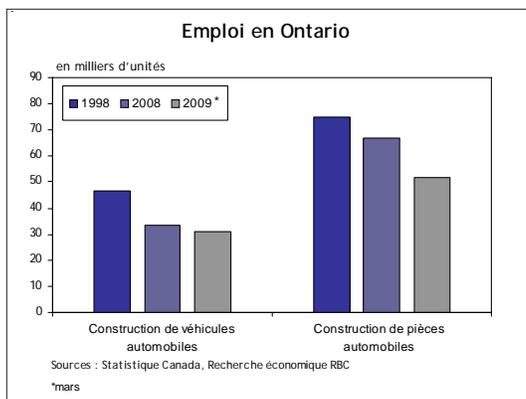
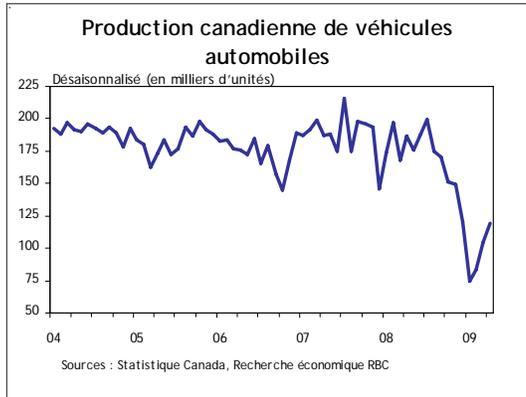
Ontario – L'économie s'est enlisée

L'économie de l'Ontario, qui a subi la plus forte contraction de son histoire en 18 ans au quatrième trimestre, a abordé 2009 très affaiblie et les données économiques diffusées jusqu'à maintenant portent à croire que loin de se stabiliser au début de l'année, la situation s'est encore dégradée. Le secteur de l'automobile, un des fleurons de l'économie, a pratiquement cessé toute activité en janvier et les opérations n'ont que très partiellement repris par la suite, handicapées par l'effondrement des ventes de véhicules automobiles en Amérique du Nord et par les graves crises qui secouaient GM et Chrysler. La production manufacturière s'est écroulée au premier trimestre, éliminant encore plus d'emplois et affaiblissant encore davantage une confiance déjà très ténue.

La construction de maisons et d'appartements a continué de baisser, accélérant la tendance amorcée au printemps précédent, ce qui a aussi miné le marché de l'emploi de la province. Le taux de chômage a grimpé à un niveau inégalé en 12 ans et les consommateurs ont déserté en masse les commerces de détail et les concessionnaires automobiles. Devant ce début d'année beaucoup plus médiocre que prévu, nous avons révisé à la baisse notre prévision de PIB réel, qui devrait reculer non pas de 1,9 % comme nous l'estimions initialement, mais de 3,4 %. Il est clair que l'Ontario traverse une grave récession, mais la situation est quand même un peu différente de ce qu'elle était pendant la période de ralentissement de 1990-1991, alors que l'économie avait reculé au total de 5,6 % (1,7 % en 1990 et 3,9 % en 1991). Si on inclut la baisse de 0,4 % en 2008, le recul sur deux ans du PIB réel devrait atteindre 3,9 %.

Beaucoup d'incertitude pèse sur l'avenir de l'économie ontarienne, en particulier sur le sort des grands fabricants de pièces et de véhicules automobiles. GM et Chrysler continuent de travailler sur de vastes plans de restructuration (sous la protection des tribunaux aux États-Unis) pour obtenir l'aide financière des gouvernements américain, canadien et ontarien, et la situation demeurera instable tant que ces constructeurs ne seront pas parvenus à des ententes avec les parties intéressées. Il semble pour l'instant que la rationalisation des capacités de production touchera principalement les États-Unis, mais quelques usines ontariennes pourraient aussi être affectées – par exemple, une usine de fabrication de camionnettes d'Oshawa a fermé ses portes en mai et une usine de fabrication de boîtes de vitesse de Windsor fermera en 2010.

Pour obtenir une aide financière des gouvernements canadien et ontarien, GM et Chrysler doivent maintenir la part du Canada dans leur production nord-américaine à son niveau historique (environ 20 %), ce qui devrait donc protéger leurs autres usines en Ontario. Si les négociations en cours échouent, toutefois, la situation du



secteur de l'automobile ontarien deviendra plus précaire. Le sort des fabricants de pièces automobiles est encore plus incertain puisque la survie de beaucoup d'entre eux dépend du destin des usines de montage de l'autre côté de la frontière, pas seulement en Ontario.

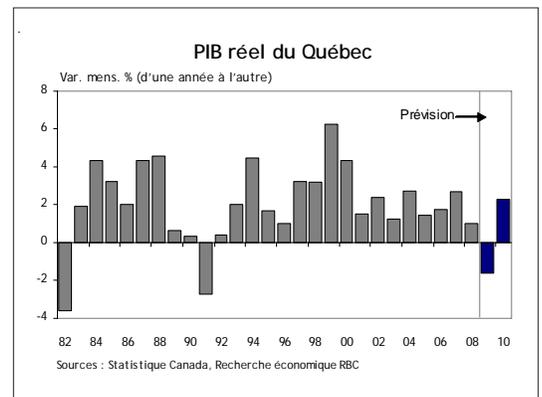
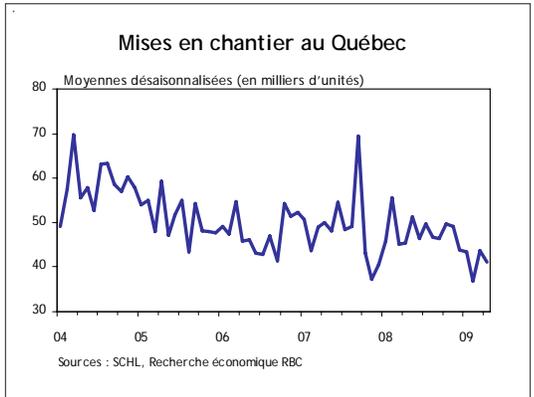
Bien qu'il soit difficile d'évaluer avec précision l'impact général (direct et indirect) que la restructuration de GM et de Chrysler aura sur l'économie, nous avons établi qu'elle fera perdre entre un demi-point et un point de pourcentage au PIB réel de la province en 2009 – essentiellement à cause de la fermeture définitive de l'usine de camionnettes et de l'arrêt temporaire des activités des autres usines GM et Chrysler.

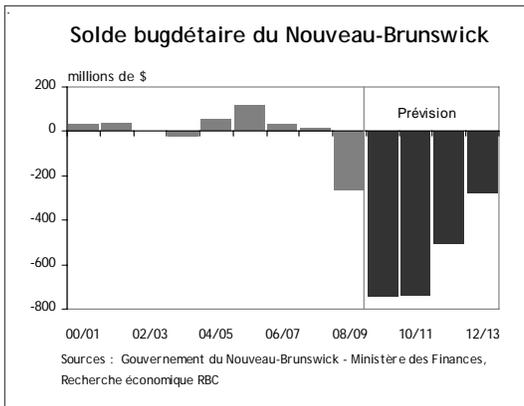
Grâce à la stabilisation de l'industrie de l'automobile attendue l'an prochain, les vastes mesures de relance monétaires et budgétaires devraient avoir des effets plus nets sur l'économie de la province. Les dépenses en infrastructures de tous les paliers de gouvernement, notamment, culmineront, ce qui stimulera considérablement le secteur de la construction. La province profitera peut-être encore plus des programmes de relance beaucoup plus importants de l'autre côté de la frontière, qui devraient raviver la demande américaine de produits et de services ontariens. Tout cela devrait soutenir une croissance modérée de 2,2 % en 2010, ce qui sera quand même plus faible que la croissance moyenne de 2,5 % prévue pour l'ensemble du Canada.

Québec – Des pressions trop fortes

L'économie du Québec s'est fortement détériorée au cours des premiers mois de 2009, la récession rattrapant certains secteurs d'activité qui, jusque là, s'étaient relativement bien tirés d'affaire. Après avoir opposé une forte résistance jusqu'à la fin de l'automne, la demande d'habitations a fini par céder sous les pressions et les constructeurs ont dû freiner la construction de logements neufs dans la province. Par conséquent, le nombre des mises en chantier a baissé à son deuxième niveau le plus bas depuis la fin de 2001. Le secteur demeurera probablement léthargique dans un avenir immédiat, si on en croit la diminution du nombre de permis de construire délivrés par les municipalités ces derniers mois. Les fabricants ont connu le même sort. Après avoir résisté à la tendance générale à la baisse jusqu'à l'automne, leur situation s'est fortement détériorée. La dégradation extrême des marchés depuis l'été 2008 a forcé les grands secteurs industriels, comme les producteurs d'aluminium, à réduire fortement leur production. Les constructeurs d'aéronefs ont souffert du tarissement des commandes de jets d'affaires causé par la crise économique mondiale. Les producteurs de produits du bois, de pâte et papier et de meubles, en difficulté depuis des mois, ont vu leurs affaires diminuer encore davantage. La crise a aussi touché le secteur des services.

Les consommateurs québécois ont boudé les magasins pendant la saison des fêtes et n'ont pas fréquenté encore très assidûment les centres commerciaux depuis. Comme ailleurs au Canada, ils ont déserté les concessionnaires automobiles en masse plus tôt dans l'année, quoique certains y sont retournés au printemps. Les secteurs du tourisme, qui luttent déjà désespérément pour contrer la baisse du dollar canadien et le désintérêt des visiteurs américains l'an dernier, ont dû battre en retraite, incapables de compenser ces pertes par les voyageurs canadiens moins nombreux et plus frugaux. Les fournisseurs de services de transport ont aussi senti tout le poids de la chute de la circulation des biens.





Les forces négatives qui s'exercent sur l'économie de la province cette année sont plus intenses et devraient persister plus longtemps que prévu initialement. Nous avons donc abaissé notre prévision de croissance du PIB réel à -1,6 % contre -0,5 % dans nos projections du mois de mars. Cette contraction annuelle, la première au Québec depuis 1991, sera cependant moins forte qu'à cette époque puisque l'économie du Québec avait fléchi de 2,7 % en 1991. La province avait traversé une récession beaucoup plus grave, de 3,6 %, en 1982, alors que le taux de chômage avait atteint près de 16 %, un sommet inégalé depuis une génération. D'après nos prévisions, le taux de chômage devrait grimper en moyenne à 8,8 % en 2009 et à 9,4 % en 2010.

Bien que la période actuelle soit la plus difficile depuis 18 ans, le Québec devrait sortir de la récession moins meurtri que les autres grandes provinces canadiennes. Il y a à cela deux raisons. D'une part, l'activité économique de la province, dans son ensemble, est moins vulnérable à l'effondrement des grands catalyseurs économiques comme l'automobile en Ontario. D'autre part, le gouvernement s'était lancé dans un programme de stimulation budgétaire bien avant les autres provinces.

En effet, le gouvernement du Québec avait commencé l'an dernier à déployer un très ambitieux programme quinquennal de rénovation des infrastructures, qu'il a augmenté à 42 milliards de dollars (et prolongé jusqu'en 2013) dans sa mise à jour économique de janvier. Les dépenses pour les divers projets d'infrastructures publics devraient augmenter de plus de 8 % pour l'exercice en cours. De son côté, HydroQuébec prévoit augmenter ses dépenses en immobilisations de 11 %. Cette montée d'activités dans le secteur public devrait avoir des retombées assez rapides et compenser très largement le ralentissement des investissements du secteur privé. Le programme d'infrastructures étant bien lancé, la crise du crédit s'apaisant et les principaux partenaires commerciaux du Québec retrouvant leur équilibre plus tard cette année, la confiance des consommateurs et des entreprises devrait progressivement se rétablir, ce qui devrait déclencher une reprise modeste en 2010 et porter la croissance du PIB réel à 2,3 %.

Nouveau-Brunswick – Une politique fiscale très encourageante

Plus tôt cette année, l'économie du Nouveau-Brunswick semblait en voie d'être frappée de plein fouet par les répercussions du ralentissement économique américain, soit une chute des exportations et des prix des produits de base ainsi que la réduction marquée des dépenses en immobilisations. Afin d'y pallier, le gouvernement provincial, dans son budget du 20 mai, a annoncé un programme de dépenses en immobilisations relativement musclé. Bien qu'on ne prévoie pas que ces dépenses permettront d'éviter une contraction de l'économie provinciale cette année, elles devraient atténuer la décroissance prévue à 0,5 %, une baisse relativement modérée. En 2010, la croissance économique de la province devrait redevenir positive et s'établir à 2,7 %, un taux supérieur à la moyenne, lorsque la reprise de la demande en provenance des États-Unis lèvera d'importants obstacles à sa performance économique. Toutefois, ce rythme de croissance sera insuffisant pour contrer la hausse constante du taux de chômage qui, de 8,6 % en 2008, devrait passer à 9,5 % en 2009 et à 10,3 % en 2010.

La réduction progressive des dépenses liées au terminal de Canaport LNG a pesé lourd dans la contraction de plus de 11 %, par rapport à 2008, des dépenses en immobilisations que Statistique Canada prévoit pour la province cette année dans sa dernière enquête sur les intentions d'investissement dans les secteurs privé et public. Il s'agit de la deuxième plus importante baisse dans l'ensemble des provinces. Cette contraction prévue a probablement joué un rôle prépondérant dans la décision du gouvernement provincial d'annoncer, dans son dernier budget, des dépenses d'infrastructures supplémentaires de 1,2 milliard de dollars, dont un peu plus de la moitié seront alloués à l'exercice en cours (se terminant le 31 mars 2010) et le reste au prochain exercice. Ces dépenses contribueront à soutenir la croissance pendant toute la période couverte par les prévisions.

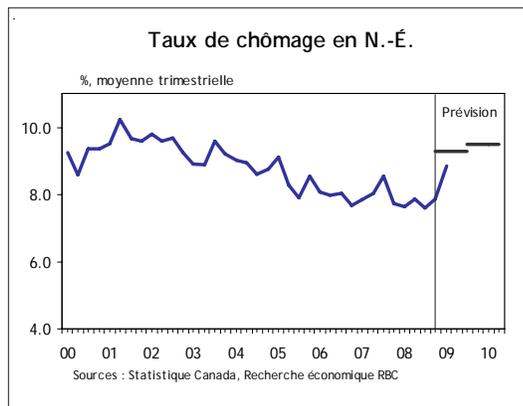
Ce soutien en 2009 est essentiel, compte tenu de la faiblesse de la demande et des prix de certains produits de base de la province. Les difficultés sont particulièrement évidentes dans le secteur forestier. La faiblesse du marché de l'habitation aux États-Unis influe à la baisse sur la demande pour le bois d'œuvre, cette tendance s'accompagnant d'une baisse des prix dans un secteur déjà touché par de graves problèmes de fond. Toutefois, certains indices pointant vers une stabilisation, quoiqu'à un niveau très bas, du marché américain de l'habitation permettent de croire que le pire pourrait être passé dans ce secteur. De même, la faiblesse de l'économie américaine s'est traduite par une baisse de la demande pour les produits de pâtes et papier. Cette demande devrait reprendre de la vigueur une fois l'économie revenue à une croissance positive.

Nouvelle-Écosse – Les dépenses en immobilisations à la rescousse

La récente enquête sur les intentions d'investissement privé et public en 2009 publiée en février dernier par Statistique Canada indique que contrairement au reste du Canada, où les investissements des entreprises devraient chuter de 6,6 %, la Nouvelle-Écosse serait l'une des trois provinces à connaître une augmentation des dépenses en immobilisations, évaluée à 6,7 %. Cette vigueur des dépenses en immobilisations est le principal facteur qui permet de prévoir que la Nouvelle-Écosse sera l'une des trois provinces à enregistrer une légère croissance économique cette année. Certes, la croissance prévue du PIB réel n'atteindra qu'un maigre 0,2 %, mais elle se démarque fortement de la baisse de 2,4 % prévue à l'échelle nationale. La poursuite de ces dépenses en immobilisations l'an prochain, ainsi que la reprise prévue, tant au Canada qu'aux États-Unis, de même que la hausse des prix des produits de base qui devrait s'ensuivre, devraient ramener le taux de croissance de la Nouvelle-Écosse à 2,5 % en 2010.

La vigueur des investissements des entreprises est attribuable en grande partie aux dépenses de 760 millions de dollars liées à l'aménagement du gisement de gaz naturel Deep Panuke. Les dépenses liées à ce projet se poursuivront jusqu'en 2010 ; la production devrait commencer à la fin de l'année prochaine. En outre, il avait été annoncé, lors du dépôt du dernier budget provincial, que le secteur public injecterait 800 milliards de dollars dans les infrastructures de la province. Cependant, compte tenu de la défaite du gouvernement conservateur aux élections provinciales du 9 juin, nous n'avons pas tenu compte de ces dépenses dans nos prévisions.

L'importance des dépenses en immobilisations des entreprises aide à contrebalancer la faiblesse observée dans d'autres secteurs de l'économie de la province. Le



ralentissement économique mondial a affaibli encore davantage les prix, déjà peu élevés, des produits de base sur lesquels se fonde l'économie de la Nouvelle-Écosse, notamment les produits de la forêt et de la pêche et le gaz naturel. De plus, l'économie intérieure sera probablement touchée à court terme par le fléchissement du marché du travail. En effet, la croissance de l'emploi a ralenti et même enregistré un recul au cours des derniers mois. Le taux de chômage est donc passé d'une moyenne de 7,7 % en 2008 à 8,9 % en mai.

La reprise prévue de l'économie américaine, plus tard cette année et au long de 2010, devrait se traduire par une augmentation modeste du prix des principaux produits de base de la Nouvelle-Écosse. Jumelée à la poursuite des dépenses en immobilisations, cette augmentation contribuera à la reprise de la croissance économique de la province, qui devrait atteindre 2,5 % en 2010.

Terre-Neuve-et-Labrador – Les vents contraires s'accroissent

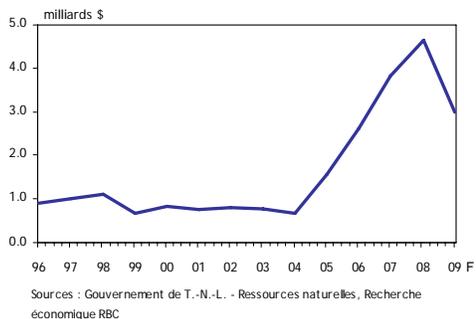
Le niveau de confiance demeure élevé au sein de la population de Terre-Neuve-et-Labrador à l'effet que l'économie de la province devrait sortir plutôt indemne de la récession mondiale, en grande partie grâce à l'élan fourni par d'importants projets d'immobilisations qui, prévoit-on, garderont les travailleurs actifs pendant un certain temps. Bien que la performance économique de la région se soit avérée robuste jusqu'à maintenant, certains signes démontrent qu'elle n'est pas à l'abri de l'influence du ralentissement économique mondial.

Dans le secteur des ressources, la baisse de la demande et la chute des prix des produits de base qui en a résulté après les sommets de l'été dernier ont eu une incidence négative sur la production d'énergie et de métaux dans la province. La production de minerai de fer y a chuté de près de 19 % au premier trimestre, comparativement à l'an dernier, et la hausse rapide des stocks pourrait entraîner une autre baisse de production à court terme. La morosité du marché touche également la production de nickel. Pour ce qui est du pétrole brut, la maturation rapide des capacités des champs pétrolifères en mer de la province maintiendra la production sur la voie d'une décroissance accélérée jusqu'à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine, qui marquera le début de la phase d'exploitation du projet White Rose. Au premier trimestre, la production de pétrole brut de Terre-Neuve-et-Labrador a chuté de plus de 4 %, en glissement annuel. De plus, le secteur des produits forestiers a encaissé un dur coup avec la récente fermeture de l'usine de papier journal d'AbitibiBowater à Grand Falls, qui a eu un impact notable sur les exportations de la province.

L'économie interne de la province montre maintenant des signes de faiblesse. La fragilisation du marché de l'emploi, pendant la dernière année, a fini par toucher les consommateurs, et les ventes au détail ont baissé considérablement au cours des premiers mois de 2009. La demande dans le marché de l'habitation a également diminué. En effet, les mises en chantier ainsi que les ventes de propriétés existantes ont récemment enregistré une baisse, bien que les chiffres se soient maintenus à un niveau plus élevé que partout ailleurs au pays pendant toute cette étape du cycle.

Cette année, la diminution marquée de la production dans le secteur des ressources nous a amenés à revoir à la baisse nos prévisions de croissance du PIB réel de Terre-Neuve-et-Labrador, qui passe de -1,9 %, dans nos prévisions de mars dernier, à -3,5 % pour l'ensemble de 2009. L'importance des dépenses en immobilisations, y compris

Expéditions de minerai à T.-N.-L.



les dépenses publiques en infrastructures prévues par le programme de relance économique du gouvernement provincial, contribuera à atténuer ce qui pourrait s'avérer un repli encore plus grave. L'an prochain, une reprise dans la production de minerai, l'expansion du projet White Rose ainsi que la poursuite des importantes dépenses en immobilisations devraient stimuler fortement la performance économique de la province, dont la croissance prévue du PIB réel est de 3,0 %.

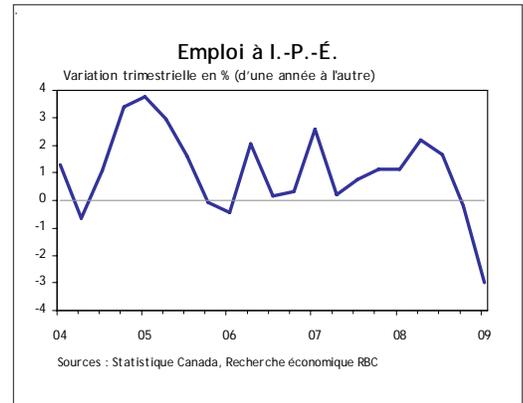
Île-du-Prince-Édouard – Des perspectives variables

Cette année, l'industrie touristique de l'Île-du-Prince-Édouard attend la haute saison avec appréhension, car des conditions économiques difficiles menacent de ralentir sérieusement les affaires. La principale question est de savoir si les visiteurs canadiens, plutôt fidèles à ce jour, continueront de venir en nombre suffisant et dépenseront assez pour contrebalancer la réduction des dépenses des visiteurs de l'étranger, notamment ceux des États-Unis, du Japon et de l'Europe, régions touchées par de dures récessions. La hausse du dollar canadien, en période de planification des vacances, risque d'accentuer le problème. Des destinations comme l'Île-du-Prince-Édouard devraient, il est vrai, bénéficier du fait que nombre de Canadiens choisiront de passer leurs vacances au pays, mais les budgets de voyage de ceux-ci seront vraisemblablement serrés.

Un ralentissement de l'activité touristique accroîtrait la détérioration du marché de l'emploi de la province, qui dure depuis un an. En mai, l'emploi était en baisse de 3,0 % comparativement à l'année précédente, et le taux de chômage a atteint son niveau le plus élevé depuis février 2002. Cette hausse du chômage a pesé sur les dépenses des consommateurs ainsi que sur le marché de l'habitation, bien que le ralentissement de l'activité du marché immobilier, jusqu'à maintenant, se soit avéré graduel et que les prix se soient maintenus à un niveau raisonnable.

Dans le secteur de l'alimentation, on observe un fort contraste entre la performance solide des fabricants des produits de la pomme de terre et celle des producteurs de mollusques et crustacés, aux prises avec un contexte difficile. En effet, en mai, le prix du homard se trouvait 26 % plus bas que son niveau de l'an dernier, et 44 % sous celui d'il y a deux ans. Toutefois, malgré les nombreux défis, les exportations de la province sont en hausse, grâce en grande partie à la forte croissance du secteur aérospatial, l'une des réussites de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les dépenses en immobilisations du secteur public suivent une courbe ascendante, résultat du programme quinquennal d'investissements dans les infrastructures du gouvernement provincial. Au premier trimestre, en glissement annuel, la construction d'infrastructures institutionnelles et gouvernementales a bondi de plus de 150 %. Cette forte activité devrait se maintenir pour le reste de l'année, ce qui devrait aider à contrebalancer les effets de l'achèvement d'autres projets d'envergure. Toute réflexion faite, nous prévoyons que les courants liés à la récession entraîneront un recul de 1,8 % du PIB réel de l'Île-du-Prince-Édouard en 2009. L'amélioration du contexte économique, l'an prochain, devrait se traduire par une reprise modeste, accompagnée d'un taux de croissance de 2,0 %.



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail			
									%				Milliers							
	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10
T.-N. & L.	9,1	-0,1	-3,5	3,0	0,7	1,5	-2,6	1,1	13,6	13,2	14,7	14,8	2,6	3,2	3,2	3,0	9,0	7,6	0,1	4,8
Î.-P.-É.	2,4	0,9	-1,8	2,0	1,1	1,3	-2,3	1,0	10,3	10,7	12,5	12,6	0,8	0,7	0,5	0,7	7,7	5,6	-1,3	4,1
N.-É.	1,7	2,0	0,2	2,5	1,3	1,2	-0,4	1,0	8,0	7,7	9,3	9,6	4,8	4,3	3,2	3,5	4,2	4,2	-2,8	4,5
N.-B.	1,7	0,0	-0,5	2,7	2,1	0,9	-0,5	0,6	7,5	8,6	9,5	10,3	4,2	4,2	3,5	3,5	5,7	5,9	-2,2	4,1
QUÉ.	2,6	1,0	-1,6	2,3	2,3	0,8	-1,0	1,1	7,2	7,2	8,8	9,4	48,6	47,9	38,9	37,0	4,6	5,1	-1,5	4,5
ONT.	2,3	-0,4	-3,4	2,2	1,6	1,4	-2,6	1,0	6,4	6,5	9,3	9,9	68,1	75,6	52,7	65,0	3,9	3,5	-3,0	4,2
MAN.	3,3	2,4	0,5	2,8	1,6	1,7	-0,1	1,3	4,4	4,1	5,1	5,6	5,7	5,6	3,9	5,3	8,8	7,2	-2,6	5,4
SASK.	2,5	4,4	0,7	2,8	2,1	2,2	1,5	1,2	4,2	4,1	5,2	5,7	6,0	6,8	3,3	3,7	13,0	10,6	-1,9	5,8
ALB.	3,1	-0,2	-2,5	2,9	4,7	2,7	-1,0	1,4	3,5	3,6	6,4	6,7	48,3	29,0	16,7	28,0	9,3	-0,1	-7,8	5,7
C.-B.	3,0	-0,3	-1,9	2,9	3,2	2,1	-2,5	2,1	4,2	4,6	7,8	7,8	39,2	34,3	14,7	23,0	6,7	0,3	-6,5	5,9
CANADA	2,5	0,4	-2,4	2,5	2,3	1,5	-1,7	1,3	6,0	6,1	8,5	9,0	228	211	141	173	5,8	3,4	-3,7	4,8

Tableau comparatif

2008, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (2008, milliers)	508	140	938	747	7 742	12 910	1 206	1 014	3 574	4 374
Produit intérieur brut (milliards \$)	31,5	4,7	34,2	27,3	301,5	587,9	50,9	64,3	291,7	199,2
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	19,7	4,2	29,4	23,7	268,6	534,0	42,7	41,6	187,0	164,2
Part du PIB réel canadien (%)	1,5	0,3	2,2	1,8	20,3	40,4	3,2	3,1	14,2	12,4
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,5	2,1	1,4	1,7	1,9	2,0	2,9	3,0	3,8	3,0
PIB réel par habitant (\$)	38 734	30 002	31 318	31 674	34 694	41 366	35 383	40 988	52 335	37 534
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,9	1,7	1,3	1,8	1,2	0,9	2,1	2,6	1,2	1,9
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24 504	23 238	25 410	24 876	25 521	28 889	26 450	28 325	37 309	28 668
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	0,7	1,2	1,0	1,3	1,4	1,5	1,2	1,5	3,2	2,8
Taux d'emploi (mai, 2009 %)	49,6	59,3	58,7	58,8	60,1	61,0	66,0	67,2	69,8	61,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avril 2009)	15,1	12,1	8,8	8,6	8,7	9,3	5,5	5,6	5,3	7,7
Production manufacturière (% du PIB réel)	5,0	11,7	10,6	11,8	18,3	17,4	12,8	7,6	9,2	9,3
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	55,1	70,9	71,3	68,2	64,4	60,1	64,3	58,4	52,7	69,8
Exportations (% du PIB réel)	38,5	32,5	24,2	42,3	33,5	42,4	30,2	38,5	36,3	25,5

Colombie-Britannique

		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB réel	2002 millions de dollars	141,435	146,541	152,998	159,733	164,583	164,161	160,976	165,709
	évolution (%)	2.3	3.6	4.4	4.4	3.0	-0.3	-1.9	2.9
Nombre d'emplois	en milliers	2,014.7	2,062.7	2,130.6	2,195.5	2,266.3	2,314.3	2,257.3	2,304.9
	évolution (%)	2.5	2.4	3.3	3.0	3.2	2.1	-2.5	2.1
Taux de chômage	(%)	8.0	7.2	5.9	4.8	4.2	4.6	7.8	7.8
Ventes au détail	en millions de dollars	44,421	47,217	49,286	52,837	56,365	56,562	52,902	56,019
	évolution (%)	2.7	6.3	4.4	7.2	6.7	0.3	-6.5	5.9
Mises en chantier	unités	26,174	32,925	34,667	36,443	39,195	34,250	14,700	23,000
	évolution (%)	21.0	25.8	5.3	5.1	7.6	-12.6	-57.1	56.5

Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	155,359	163,564	171,416	181,791	187,493	187,028	182,352	187,641
	évolution (%)	3.2	5.3	4.8	6.1	3.1	-0.2	-2.5	2.9
Nombre d'emplois	en milliers	1,716.7	1,757.5	1,784.4	1,870.7	1,959.4	2,013.3	1,993.5	2,020.4
	évolution (%)	2.7	2.4	1.5	4.8	4.7	2.7	-1.0	1.4
Taux de chômage	(%)	5.1	4.6	3.9	3.4	3.5	3.6	6.4	6.7
Ventes au détail	en millions de dollars	39,318	43,372	48,493	55,942	61,160	61,069	56,303	59,530
	évolution (%)	4.4	10.3	11.8	15.4	9.3	-0.1	-7.8	5.7
Mises en chantier	unités	36,171	36,270	40,847	48,962	48,336	28,967	16,700	28,000
	évolution (%)	-6.7	0.3	12.6	19.9	-1.3	-40.1	-42.3	67.7

Saskatchewan

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	35,921	37,741	38,970	38,860	39,834	41,578	41,869	43,041
	évolution (%)	4.6	5.1	3.3	-0.3	2.5	4.4	0.7	2.8
Nombre d'emplois	en milliers	476.1	479.7	483.5	491.6	501.7	512.7	520.5	526.7
	évolution (%)	1.7	0.8	0.8	1.7	2.1	2.2	1.5	1.2
Taux de chômage	(%)	5.6	5.3	5.1	4.7	4.2	4.1	5.2	5.7
Ventes au détail	en millions de dollars	9,858	10,259	10,796	11,495	12,984	14,360	14,090	14,904
	évolution (%)	5.0	4.1	5.2	6.5	13.0	10.6	-1.9	5.8
Mises en chantier	unités	3,315	3,781	3,437	3,715	6,007	6,792	3,300	3,700
	évolution (%)	11.9	14.1	-9.1	8.1	61.7	13.1	-51.4	12.1

Manitoba

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37,059	37,861	38,783	40,344	41,662	42,655	42,868	44,086
	évolution (%)	1.4	2.2	2.4	4.0	3.3	2.4	0.5	2.8
Nombre d'emplois	en milliers	570.3	576.6	580.3	587.0	596.5	606.7	606.3	614.3
	évolution (%)	0.5	1.1	0.6	1.1	1.6	1.7	-0.1	1.3
Taux de chômage	(%)	5.0	5.3	4.8	4.3	4.4	4.1	5.1	5.6
Ventes au détail	en millions de dollars	10,953	11,692	12,381	12,870	14,008	15,017	14,619	15,414
	évolution (%)	3.6	6.7	5.9	3.9	8.8	7.2	-2.6	5.4
Mises en chantier	unités	4,206	4,440	4,731	5,028	5,738	5,550	3,900	5,300
	évolution (%)	16.3	5.6	6.6	6.3	14.1	-3.3	-29.7	35.9

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	484,341	496,780	510,626	524,105	536,340	534,036	515,665	527,010
	évolution (%)	1.4	2.6	2.8	2.6	2.3	-0.4	-3.4	2.2
Nombre d'emplois	en milliers	6,213.2	6,316.5	6,397.8	6,492.7	6,593.8	6,687.3	6,513.5	6,581.9
	évolution (%)	3.0	1.7	1.3	1.5	1.6	1.4	-2.6	1.0
Taux de chômage	(%)	6.9	6.8	6.6	6.3	6.4	6.5	9.3	9.9
Ventes au détail	en millions de dollars	125,122	129,086	135,321	140,808	146,252	151,375	146,795	152,902
	évolution (%)	3.4	3.2	4.8	4.1	3.9	3.5	-3.0	4.2
Mises en chantier	unités	85,180	85,114	78,795	73,417	68,123	75,567	52,700	65,000
	évolution (%)	1.9	-0.1	-7.4	-6.8	-7.2	10.9	-30.3	23.3

Québec

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	244,422	251,028	254,708	259,032	265,888	268,609	264,204	270,281
	évolution (%)	1.2	2.7	1.5	1.7	2.6	1.0	-1.6	2.3
Nombre d'emplois	en milliers	3,628.8	3,680.5	3,717.3	3,765.5	3,851.7	3,881.7	3,844.2	3,888.4
	évolution (%)	1.7	1.4	1.0	1.3	2.3	0.8	-1.0	1.1
Taux de chômage	(%)	9.1	8.5	8.3	8.0	7.2	7.2	8.8	9.4
Ventes au détail	en millions de dollars	75,326	78,518	82,533	86,709	90,663	95,321	93,921	98,103
	évolution (%)	4.5	4.2	5.1	5.1	4.6	5.1	-1.5	4.5
Mises en chantier	unités	50,289	58,448	50,910	47,877	48,553	47,925	38,900	37,000
	évolution (%)	18.5	16.2	-12.9	-6.0	1.4	-1.3	-18.8	-4.9

Nouveau-Brunswick

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	21,765	22,366	22,727	23,280	23,669	23,665	23,547	24,182
	évolution (%)	2.8	2.8	1.6	2.4	1.7	0.0	-0.5	2.7
Nombre d'emplois	en milliers	343.1	350.1	350.5	355.4	362.8	366.2	364.3	366.5
	évolution (%)	0.0	2.0	0.1	1.4	2.1	0.9	-0.5	0.6
Taux de chômage	(%)	10.3	9.8	9.7	8.8	7.5	8.6	9.5	10.3
Ventes au détail	en millions de dollars	7,827	7,963	8,326	8,814	9,318	9,872	9,656	10,047
	évolution (%)	0.5	1.7	4.6	5.9	5.7	5.9	-2.2	4.1
Mises en chantier	unités	4,489	3,947	3,959	4,085	4,242	4,175	3,500	3,500
	évolution (%)	16.2	-12.1	0.3	3.2	3.8	-1.6	-16.2	0.0

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	27,464	27,710	28,069	28,328	28,803	29,380	29,439	30,175
	évolution (%)	1.4	0.9	1.3	0.9	1.7	2.0	0.2	2.5
Nombre d'emplois	en milliers	431.2	442.2	443.0	441.8	447.6	453.2	451.6	456.0
	évolution (%)	2.0	2.6	0.2	-0.3	1.3	1.2	-0.4	1.0
Taux de chômage	(%)	9.1	8.8	8.4	7.9	8.0	7.7	9.3	9.6
Ventes au détail	en millions de dollars	10,015	10,297	10,527	11,163	11,636	12,129	11,790	12,325
	évolution (%)	1.8	2.8	2.2	6.0	4.2	4.2	-2.8	4.5
Mises en chantier	unités	5,096	4,717	4,775	4,896	4,750	4,267	3,200	3,500
	évolution (%)	2.5	-7.4	1.2	2.5	-3.0	-10.2	-25.0	9.4

Île-du-Prince-Édouard

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3,778	3,877	3,955	4,051	4,149	4,187	4,112	4,194
	évolution (%)	2.1	2.6	2.0	2.4	2.4	0.9	-1.8	2.0
Nombre d'emplois	en milliers	66.1	66.9	68.2	68.6	69.3	70.3	68.6	69.3
	évolution (%)	2.2	1.3	1.9	0.6	1.1	1.3	-2.3	1.0
Taux de chômage	(%)	11.0	11.2	10.8	11.1	10.3	10.7	12.5	12.6
Ventes au détail	en millions de dollars	1,383	1,385	1,424	1,512	1,629	1,721	1,698	1,769
	évolution (%)	1.0	0.1	2.8	6.2	7.7	5.6	-1.3	4.1
Mises en chantier	unités	814	919	862	738	750	700	530	700
	évolution (%)	5.0	12.9	-6.2	-14.4	1.6	-6.7	-24.3	32.1

Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17,419	17,209	17,531	18,058	19,696	19,680	18,991	19,561
	évolution (%)	5.8	-1.2	1.9	3.0	9.1	-0.1	-3.5	3.0
Nombre d'emplois	en milliers	212.3	214.3	214.1	215.7	217.1	220.3	214.6	216.9
	évolution (%)	2.4	1.0	-0.1	0.7	0.7	1.5	-2.6	1.1
Taux de chômage	(%)	16.5	15.7	15.2	14.8	13.6	13.2	14.7	14.8
Ventes au détail	en millions de dollars	5,736	5,755	5,826	6,026	6,567	7,063	7,072	7,411
	évolution (%)	6.1	0.3	1.2	3.4	9.0	7.6	0.1	4.8
Mises en chantier	unités	2,692	2,870	2,498	2,234	2,649	3,233	3,200	3,000
	évolution (%)	11.3	6.6	-13.0	-10.6	18.6	22.1	-1.0	-6.3

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

